

COMMUNE DE PONT DE POITTE
EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

039-200051225-20251209-DEL_444_5Approb-DE

Accusé certifié exécutoire

Rédaction : 17/12/2025

Publication : 17/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

Présents : 11
 Absents : 2

En exercice : 13

L'an deux mil vingt-cinq, le 10 juin, le Conseil Municipal de la Commune de PONT DE POITTE dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de Madame Christelle DEPARIS-VINCENT, Maire.

Date de Convocation : 6 juin 2025

Présents : DEPARIS-VINCENT Christelle maire, MARQUES Patrick 1^{er} adjoint, PERNOT Daniel 2^{ème} adjoint, BUISSON Daniel 3^{ème} adjoint, GAILLARD Nadine, GAVAND Jérôme, KOLLY Graziella, MEDIGUE Daniel, ROMAND Virginie, conseillers.

Absent excusé : DEVAUX Antoine, BALLAND Pierre donne pouvoir à MARQUES Patrick, CABOCHE Nadine donne pouvoir à DEPARIS-VINCENT Christelle, REVOL Pierre.

M. Jérôme GAVAND a été élu secrétaire de séance à l'unanimité.

OBJET : 07. AVIS SUR LE SCoT DU PAYS LÉDONIEN

Mme le maire rappelle que suite à l'arrêt du SCoT le 11 mars les collectivités ont 3 mois pour apporter leur avis.

Le document d'arrêt du Scot du Pays Lédonien en date du 11 mars 2025 a été transmis à l'ensemble des conseillers, Mme le maire le représente au conseil et en complément fait part de la délibération prise lors du conseil communautaire du 2 avril concernant le SCoT. Il ressort entre autres de cette dernière que Pont de Poitte a été oublié comme Bourg Relais et qu'il convient de le rajouter.

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL, APRES AVOIR ECHANGÉ ET DELIBERÉ

A L'UNANIMITÉ DES PRÉSENTS DEMANDENT au SCoT d'apporter les modifications suivantes au document d'arrêt :

- rajouter PONT de POITTE en tant que bourg relais dans l'armature urbaine du SCoT
- ne pas considérer les bâtiments agricoles comme consommateurs d'espace et créateurs d'artificialisation à partir de 2031, puisqu'ils ne peuvent s'implanter que dans des espaces agricoles, en dehors des zones urbaines, que le respect du bien-être animal impose de plus en plus de surface par animal dans les bâtiments, de même pour la gestion des effluents d'exploitations (fosses, fumières couvertes permettant 2 mois de stockage, ...)

AUTORISE, Mme le maire transmettre cette demande au SCoT du Pays Lédonien

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire :

Christelle DEPARIS-VINCENT

